

Our pasts III

by Ncert · Language: FR

Summary by booksummaryai.com — <https://booksummaryai.com/country/fr/our-pasts-iii-resume>

Summary

En 60 secondes

Ce manuel NCERT retrace l'histoire indienne de 1600 à 1947 à travers l'ascension de la Compagnie des Indes orientales, ses systèmes de collecte des revenus et les révoltes qu'ils ont déclenchées. Il montre comment la Compagnie est passée du commerce des étoffes à la collecte des impôts, puis au commandement d'armées et de tribunaux. Chaque chapitre associe conquête et résistance - Plassey, 1857, révoltes des indigotiers, soulèvements tribaux. Il se conclut sur l'indépendance, la partition et la rédaction de la Constitution.

Pourquoi le lire

C'est le manuel qu'une génération d'élèves indiens a réellement lu ; il façonne donc la manière dont la nation se souvient de son propre passé. Il mérite votre temps si vous voulez le récit standard, prêt pour l'examen, de la domination de la Compagnie, de la révolte de 1857 et de la lutte pour la liberté - des dates nettes, des causes claires, aucun encombrement. Étudiants, parents qui aident aux devoirs, et quiconque reconstruit une connaissance fragile de l'histoire indienne moderne le trouveront indispensable.

Les idées clés

Qui décide de la façon dont l'histoire est divisée ?

James Mill, économiste et philosophe politique écossais, publie « The History of British India » en trois volumes. Il divise l'histoire indienne en trois périodes — hindoue, musulmane et britannique — fondées uniquement sur la religion des dirigeants. Pour Mill, toutes les sociétés asiatiques se situaient en dessous du niveau de civilisation de l'Europe : avant les Britanniques, l'Inde était une terre de despotes hindous et musulmans, d'intolérance religieuse, de tabous de caste et de pratiques superstitieuses, stagnante et arriérée. La domination britannique, insistait-il, portait en elle toutes les forces du progrès. Le récit du manuel montre que le schéma de Mill supposait que la religion du dirigeant était le seul changement qui comptait. Les historiens sont passés à « ancienne », « médiévale » et « moderne » — et beaucoup appellent la période moderne « coloniale », puisque la domination britannique n'a apporté aucune croissance économique aux Indiens.

La périodisation n'est jamais neutre — la façon dont vous découpez le temps révèle ce que vous pensez que l'histoire est censée servir. Les divisions religieuses de Mill servaient un argument en faveur de l'empire ; les divisions du manuel lui-même servent une critique de celui-ci. Le chapitre

montre aussi la machinerie derrière l'écriture de l'histoire coloniale : les Britanniques croyaient en l'acte d'écrire, préservant lettres, rapports et enquêtes dans des salles d'archives, du bureau du tahsildar de village au bureau du Président à Calcutta, et cartographiaient le pays à travers des enquêtes foncières, botaniques, zoologiques, archéologiques, anthropologiques, forestières et géologiques. Les archives sont puissantes — et sélectives.

À essayer: Prenez n'importe quelle histoire qu'on vous a enseignée et demandez-vous : qui a divisé la chronologie, et à quoi cette division a-t-elle servi de commodité pour croire ?

Une charte, une bataille et un pot-de-vin qui a bâti un empire

En 1600, la Compagnie des Indes orientales obtient d'Élisabeth I^{re} une charte lui accordant le droit exclusif de commercer avec les pays d'Orient — aucun autre groupe commercial anglais ne pouvait lui faire concurrence. Le commerce se mue en conquête à Plassey en 1757.

Sirajuddaulah, le Nawab du Bengale, aligne 50 000 soldats ; Robert Clive commande environ 3 000 hommes de la Compagnie. Clive s'est assuré le soutien de Mir Jafar, l'un des commandants de Sirajuddaulah, qui tout simplement ne participe pas à la bataille. Mir Jafar devient Nawab et accorde à la Compagnie le droit incontesté au libre commerce au Bengale. Lorsqu'il proteste, la Compagnie le remplace par Mir Qasim — et l'écarte également lorsqu'il s'y oppose. Après la bataille de Buxar en 1764, la Compagnie est nommée Diwan des provinces du Bengale par l'empereur moghol en 1765 — le droit de percevoir les revenus, utilisé pour acheter des étoffes de coton et de soie.

Le génie de la Compagnie fut de faire payer aux autres sa propre conquête. Elle gagnait des batailles en divisant ses ennemis de l'intérieur, puis convertissait la victoire militaire en droits légaux de perception de revenus — la Diwani signifiait que les impôts indiens achetaient les biens mêmes que la Compagnie expédiait vers l'Europe. Remarquez le schéma avec les Nawabs fantoches : chaque remplaçant qui s'opposait était écarté. Une fois que la Compagnie contrôlait les finances, elle n'avait plus besoin de gagner des batailles pour conserver le pouvoir. Commerce et territoire n'ont jamais été des entreprises séparées ; la licence commerciale était le premier pas de l'empire.

À essayer: La prochaine fois que vous lirez une « expansion commerciale », tracez d'où venait l'argent — vous pourriez découvrir que quelqu'un d'autre la finance.

Les fusées de Tipu et les chaînes de Wellesley

Haider Ali, le père de Tipu, avait déjà combattu la Compagnie lors de la première et de la deuxième guerre anglo-mysorienne, et son fils Tipu Sultan, régnant de 1782 à 1799, contrôlait le commerce de la côte de Malabar et construisit une armée puissante avec l'aide française. La Compagnie mena quatre guerres contre Mysore entre 1767 et 1799. Tipu fut finalement vaincu et tué lors de la quatrième guerre anglo-mysorienne en 1799, dans sa capitale, Srirangapatnam, après que les Britanniques eurent donné l'assaut au fort. Pendant ce temps, Lord Wellesley, Gouverneur général de 1798 à 1805, déploya l'Alliance subsidiaire : les dirigeants indiens

perdaient leurs propres forces armées, payaient la « protection » de la Compagnie, et perdaient leur territoire en cas de non-paiement. Plus tard, la Doctrine de la Déchéance de Lord Dalhousie (1848-1856) avala des royaumes sans héritier mâle — Satara (1848), Sambalpur (1850), Udaipur (1852), Nagpur (1853) et Jhansi (1854).

Regardez les deux stratégies côte à côte : Tipu a tenté de battre la Compagnie à son propre jeu — armée moderne, alliance française, contrôle du commerce — et en est mort. Wellesley et Dalhousie n'ont presque pas combattu ; ils ont écrit des règles qui rendaient la résistance illégale. Un dirigeant sous Alliance subsidiaire était désarmé avant même que toute guerre ne commence, et la Doctrine de la Déchéance transformait le droit successoral en paperasse d'annexion. L'empire avança ici moins par le génie sur le champ de bataille que par des contrats et des instruments juridiques que les dirigeants signèrent sous la pression.

À essayer: Lisez n'importe quel contrat qu'on vous presse de signer et demandez-vous ce qui se passe si vous ne pouvez pas payer — c'est dans la clause pénale que se trouve réellement le pouvoir.

Fixer la terre, briser les zamindars

En 1793, le Permanent Settlement (règlement permanent) fut instauré par Lord Cornwallis : les rajas et les taluqdars furent reconnus comme zamindars, percevant le loyer des paysans et versant à la Compagnie une somme fixée une fois pour toutes - qui ne devait plus être augmentée à l'avenir. La Compagnie attendait un flux régulier de revenus et des propriétaires soucieux d'améliorer leurs terres. En réalité, le revenu fixé était trop élevé, les zamindars ne pouvaient le payer, et leurs terres furent vendues aux enchères. Ailleurs, les expériences se multiplièrent : le système Mahalwari, introduit en 1822 dans les provinces du Nord-Ouest et conçu par Holt Mackenzie, confiait au chef de village la collecte du revenu auprès de la communauté villageoise ou mahal, tandis que le système Ryotwari de Thomas Munro, introduit en 1820 dans la présidence de Madras, faisait de chaque cultivateur - le ryot - le propriétaire de sa terre, payant directement la Compagnie, avec un revenu fixé pour 30 ans.

Trois systèmes, une seule obsession : la Compagnie voulait de l'argent prévisible tiré d'une terre qu'elle ne visiterait jamais. Le vice fatal du Permanent Settlement fut de figer un chiffre sur une économie vivante - une mauvaise récolte ou un calcul cupide, et des propriétaires héréditaires perdaient tout aux enchères. Les systèmes Mahalwari et Ryotwari montrent la Compagnie réagençant sans fin qui devait être considéré comme le payeur : le village, ou le cultivateur individuel. Chaque refonte déplaçait le risque vers le bas, loin du trésor colonial et sur les épaules des Indiens.

À essayer: Quand un paiement est « fixé pour toujours », demandez-vous qui supporte le risque quand les circonstances changent - ce n'est rarement celui qui a fixé le chiffre.

Du sang bleu dans les champs : la révolte de l'indigo

L'indigo était très demandé en Europe, et la Compagnie força les paysans indiens à en cultiver. Par un système d'avances appelé « dadon », les planteurs lièrent les ryots à cultiver l'indigo sur leurs meilleures terres. Les paysans qui refusaient étaient battus et leurs récoltes détruites. En 1859, la « Blue Rebellion » (rébellion bleue) éclata. Les paysans de l'indigo au Bengale refusèrent de cultiver l'indigo et attaquèrent les usines d'indigo. Les planteurs étaient soutenus par la Compagnie, mais la rébellion s'étendit et le gouvernement fut contraint d'intervenir. Le gouvernement nomma une commission pour enquêter sur le système de l'indigo, et les planteurs furent reconnus coupables de coercition. La culture de l'indigo au Bengale s'effondra, et les planteurs se déplacèrent vers le Bihar.

C'est l'un des cas les plus nets du livre où des paysans l'emportent - du moins localement. Le piège de la dette était l'arme : les avances dadon ressemblaient à de l'aide mais enchaînaient les familles à une culture qui évinçait leur propre nourriture. Ce qui brisa le système, ce ne fut pas une loi votée par bonté, mais un refus coordonné plus la violence dans les usines, qui rendit la culture inexécutable. Et notez la fin : les planteurs ne se réformèrent pas, ils se déplacèrent au Bihar. L'exploitation a déménagé ; elle n'a pas disparu.

À essayer: Regardez toute offre d'avance ou de prêt dans votre vie et calculez ce qu'elle vous oblige à cultiver, à faire ou à accepter en retour.

Forêts clôturées, dikus nommés

Les peuples tribaux dépendaient des forêts pour leur subsistance - mais les Britanniques déclarèrent les forêts propriété de l'État. Certaines forêts furent classées « Réservées », où les tribaux ne pouvaient ni circuler librement, ni ramasser du bois de chauffe, ni faire paître leur bétail. Les lois forestières étranglèrent la culture itinérante et l'accès aux produits de la forêt, et les dikus étaient des étrangers. Dans cette crise surgit Birsa Munda, né au milieu des années 1870 dans la région du Chhotanagpur. Il mena un mouvement contre les Britanniques et les dikus ; ses partisans attaquèrent des postes de police et des églises, et pillèrent les biens des prêteurs sur gages et des missionnaires. Le mouvement fut écrasé en 1900, Birsa étant capturé et mourant en prison.

Ici, le manuel montre comment une loi peut être une confiscation de terres sans une seule bataille. Déclarer les forêts propriété de l'État transforma en intrus, sur leurs propres sources de nourriture, de combustible et de pâturage, des gens qui y vivaient depuis des générations. Le mouvement de Birsa est frappant parce qu'il fusionnait une vision spirituelle - l'âge d'or - avec des attaques directes contre les agents précis de la dépossession : police, prêteurs, missionnaires. L'État a gagné, mais le souvenir de Birsa, mort en prison à la fin du mouvement, est devenu une part de la mémoire de la résistance tribale.

À essayer: Trouvez une ressource commune près de vous - un parc, un bien commun, une source d'eau - et remontez à qui en a déclaré la propriété et quand.

Quatre frères et une insurrection dans les collines du Rajmahal

En 1855-1856, quatre frères santhals — Sidhu, Kanhu, Chand et Bhairav — mènent la révolte santhal dans les collines du Rajmahal. L'ennemi est double : les prêteurs sur gages et l'État colonial. L'État colonial écrase l'insurrection. Pourtant, la secousse laisse une marque que les dirigeants ne peuvent effacer : les Santhal Parganas sont détachés comme district séparé.

La révolte santhal visait un ennemi double — les prêteurs sur gages qui accaparaient les terres par la dette et l'État colonial qui les appuyait. Ce qui frappe, c'est le résultat : une répression, certes, mais aussi une reconnaissance. La création des Santhal Parganas comme district séparé reconnaissait que cette région et ses habitants exigeaient un statut administratif distinct. La révolte a échoué militairement et a pourtant changé la carte — même écrasées, les insurrections peuvent arracher des concessions que les dirigeants n'auraient jamais accordées de leur plein gré.

À essayer: Étudiez une protestation vaincue de l'histoire et dressez la liste de ce qu'elle a tout de même obtenu — on retient les pertes, rarement les concessions.

1857 : les cipayes, l'empereur et la tempête

La Mutinerie de 1857 commence lorsque les cipayes de Meerut refusent d'utiliser les cartouches graissées. Les cipayes marchent sur Delhi et proclament le dernier empereur moghol, Bahadur Shah Zafar, chef du mouvement. La révolte s'étend : à Kanpur, Nana Saheb, fils adoptif du Peshwa Baji Rao II, rassemble des forces, chasse les Anglais et se proclame Peshwa. À Lucknow, Begum Hazrat Mahal, épouse du Nawab d'Awadh, Wajid Ali Shah, prend la tête de la révolte ; à Jhansi, la Rani Lakshmibai mène le combat ; à Arrah, dans le Bihar, Kunwar Singh se soulève. La révolte est réprimée. Bahadur Shah Zafar est jugé et condamné à la prison à vie, ses fils sont fusillés, et il est exilé à Rangoon.

Le génie de 1857 fut symbolique : en marchant sur Delhi, les cipayes donnaient à une mutinerie éparpillée un visage légitime unique — l'empereur moghol — et c'est précisément pourquoi les Britanniques le châtièrent avec une telle férocité. Regardez la liste des chefs : le fils adoptif d'un Peshwa, une begum, une rani, un vieux chef de guerre du Bihar. La révolte puisait sa force dans des figures dont l'autorité précédait la domination de la Compagnie. Les représailles — des fils d'empereur fusillés, un procès, un exil — visaient à tuer cette légitimité pour de bon.

À essayer: Quand un mouvement a besoin d'élan, observez le symbole autour duquel il se rassemble — et ce qu'il advient de ce symbole quand le mouvement perd.

La Couronne prend le relais : 1858 et après

Une fois la révolte de 1857 réprimée, le Parlement britannique agit. Une nouvelle loi, en 1858, transfère les pouvoirs de la Compagnie des Indes orientales à la Couronne britannique. Un membre du Cabinet britannique est nommé secrétaire d'État à l'Inde pour superviser le nouvel arrangement. La même année, la reine Victoria publie une proclamation promettant de n'intervenir en rien dans les affaires religieuses.

La révolte n'a pas seulement échoué ; elle a restructuré l'empire. La Compagnie qui gouvernait l'Inde depuis plus d'un siècle est renvoyée comme un entrepreneur indélicat, et la Couronne assume le contrôle direct avec un ministre du Cabinet à la barre. La promesse de non-ingérence religieuse de la reine Victoria est le signe qui ne trompe pas : le gouvernement avait compris que les cartouches graissées avaient allumé quelque chose de plus profond, une crainte pour la foi et les coutumes. Les empires apprennent des insurrections — la concession vise toujours la peur qui a mis le feu.

À essayer: Après tout scandale ou défaillance institutionnelle, guettez la réforme structurelle rapide qui suit — elle révèle ce que les puissants craignaient réellement.

L'anglais, Macaulay et la classe qu'il voulait créer

Les Britanniques voulaient éduquer les Indiens, et James Mill et Thomas Macaulay avaient des vues différentes sur la langue de l'enseignement. James Mill plaidait pour enseigner le savoir occidental dans les langues indiennes ; Thomas Macaulay exigeait la langue anglaise elle-même. Dans sa Minute de 1835, Macaulay soutint que l'éducation anglaise devait être encouragée, que la connaissance de l'anglais aiderait les Indiens à lire et à apprécier la littérature occidentale, et que l'éducation anglaise devait créer « une classe de personnes, indiennes de sang et de couleur, mais anglaises de goût, d'opinions, de mœurs et d'intellect. » Cette position fut acceptée par Lord William Bentinck. Vint ensuite le Despatch de Wood de 1854, qui soulignait les bénéfices pratiques du savoir européen et recommandait un système d'universités en Inde, à Calcutta, Bombay et Madras, ainsi que la création d'un système d'éducation allant du primaire à l'université. Les universités furent fondées en 1857.

La politique éducative n'a jamais été une simple affaire de scolarisation : il s'agissait de savoir qui tiendrait la paperasse de l'empire et quelles valeurs ces personnes porteraient. La célèbre formule de Macaulay est saisissante d'honnêteté : l'objectif n'était pas l'épanouissement des Indiens, mais la fabrication d'intermédiaires culturellement tournés vers la Grande-Bretagne. Le Despatch de Wood adoucit le langage avec ses « bénéfices pratiques », mais l'architecture — des universités dans trois villes de présidences, une échelle du primaire à l'université — bâtit un système dont les diplômes décidaient qui obtiendrait un emploi sous le nouveau régime. La salle de classe était un instrument de domination.

À essayer: Demandez-vous ce que votre propre éducation était conçue pour produire — des employés, des citoyens, des penseurs — et vérifiez si cette conception correspond encore à vos objectifs.

Gandhi, Tagore et deux visions de l'apprentissage

La critique de l'éducation occidentale par Mahatma Gandhi était qu'elle créait un sentiment d'infériorité et éloignait les gens de leur milieu social. Rabindranath Tagore fonda Santiniketan en 1901, où il voulait combiner des éléments de la civilisation occidentale moderne avec la tradition indienne. Deux géants, un système brisé, deux prescriptions opposées — défaire

l'esprit colonial, ou le rénover.

Gandhi et Tagore s'accordaient à dire que la salle de classe coloniale était un problème, mais ils en posaient des diagnostics différents. Gandhi voyait un dommage : un programme qui faisait se sentir petits les enfants et les coupait de la société qui les avait élevés. Tagore voyait une possibilité : la civilisation occidentale avait des éléments qui valaient la peine d'être pris, à condition de les tisser dans la tradition indienne plutôt que de les y substituer. L'un voulait défaire l'esprit colonial, l'autre le rénover. Cette fracture traverse encore les débats sur la raison d'être des écoles.

À essayer: Rappelez-vous une chose que vous avez apprise qui vous a fait vous sentir inférieur plutôt que capable — et décidez délibérément quoi faire de ce souvenir.

Des réformateurs avec des livres : sati, veuves et caste

Raja Rammohun Roy, né en 1772, œuvra pour l'abolition du sati, et ses efforts aboutirent à l'adoption d'une loi en 1829 qui rendit illégale la pratique du sati. Ishwarchandra Vidyasagar s'appuya sur les textes anciens pour suggérer que les veuves pouvaient se remarier, et ses efforts aboutirent à l'adoption du Widow Remarriage Act en 1856. Jyotirao Phule, né en 1827, fut un chef des mouvements de protestation des « basses castes », fonda le Satyashodhak Samaj et écrivit un livre intitulé « Gulamgiri » en 1871. Phule et son épouse Savitribai Phule ouvrirent des écoles pour filles.

Remarquez la méthode de chaque réformateur : Rammohun Roy mena campagne contre une pratique jusqu'à ce que la législation suive ; Vidyasagar rendit coup pour coup avec l'écriture, citant les textes anciens pour légitimer le remariage des veuves contre ceux qui prétendaient que la tradition l'interdisait. Phule alla plus loin — il attaqua la hiérarchie des castes elle-même, intitulant son livre « Gulamgiri », l'esclavage, pour lier l'oppression de caste à la servitude. Et les écoles qu'il dirigea avec Savitribai mirent l'éducation des filles en pratique, et pas seulement en principe. La réforme signifiait ici à la fois la loi, l'argument et la construction d'institutions.

À essayer: Choisissez une pratique injuste autour de vous et demandez quel levier pourrait la faire bouger : une loi, un argument fondé sur les textes, ou une école.

La mission de Ramabai et l'« Autorespect » de Periyar

Pandita Ramabai était une grande spécialiste du sanskrit. Elle estimait que l'hindouisme était patriarcal. Elle écrivit un livre sur les vies misérables des femmes hindoues des castes supérieures et fonda une Mission à Khedgaon, près de Pune, en 1898. Dans les années 1920, Periyar (E.V. Ramaswamy Naicker) fonda le Mouvement pour l'autorespect. Ce mouvement visait à obtenir la dignité des personnes « des basses castes », et Periyar fut un critique sans détour des écritures hindoues.

Ces deux figures poussèrent la réforme au-delà de la législation, vers l'autorespect. L'autorité de Ramabai venait de son érudition en sanskrit — la langue même de la tradition retournée contre

son patriarcat — et sa Mission de Khedgaon offrait aux femmes des castes supérieures réduites à la misère un lieu où aller, pas seulement quelque chose à lire. Periyar frappa à la fondation : si les écritures elles-mêmes sanctifient la hiérarchie, la dignité exige de les critiquer ouvertement. Le Mouvement pour l'autorespect fit de la dignité une revendication, non une faveur accordée d'en haut.

À essayer: Repérez une « tradition » dans votre entourage et demandez-vous si elle sert la dignité ou seulement l'habitude — puis dites-le à voix haute, une fois.

Le Congrès naît, le Bengale est partagé

La première session du Congrès national indien se tint à Bombay en décembre 1885. Le Congrès national indien fut fondé par A.O. Hume, un fonctionnaire britannique à la retraite. En 1905, Lord Curzon partagea le Bengale. Ce partage fut perçu comme une tentative de diviser le peuple bengali, et il déclencha le Mouvement Swadeshi, durant lequel la population boycotta les marchandises britanniques.

Deux origines de la politique indienne moderne se trouvent dans cette section : une plateforme institutionnelle créée avec l'aide d'un fonctionnaire britannique à la retraite, et un boycott de masse né de la colère face à une décision administrative coloniale. La force du Mouvement Swadeshi résidait dans sa simplicité — chacun pouvait y participer en refusant d'acheter. Le partage de Curzon se retourna de façon spectaculaire contre ses auteurs : une tentative de diviser le peuple bengali l'unit au contraire dans une protestation économique. La leçon que les Britanniques n'assimilèrent jamais tout à fait, c'est que l'habileté administrative pouvait enflammer des mouvements qu'ils ne pouvaient pas contrôler.

À essayer: Tentez une semaine de pensée swadeshi : vérifiez l'origine de cinq choses que vous achetez et voyez si le choix vous est réellement offert.

1919 : la loi Rowlatt et Jallianwala Bagh

En 1919, la loi Rowlatt conféra au gouvernement britannique des pouvoirs énormes pour réprimer les activités politiques. Le 13 avril 1919, le général Dyer ordonna à ses troupes de faire feu sur un rassemblement de personnes désarmées à Jallianwala Bagh.

La séquence compte : d'abord une loi, ensuite un massacre. La loi Rowlatt montra aux Indiens que, même après la Première Guerre mondiale, le gouvernement entendait gouverner par la répression — et le rassemblement de Jallianwala Bagh fut accueilli à coups de feu sur des personnes désarmées. L'événement détruisit ce qui restait de bonne volonté et remit au mouvement national son réquisitoire moral contre la domination britannique. Les lois qui criminalisent la politique produisent précisément les rassemblements qu'elles redoutent.

À essayer: Lorsqu'une loi d'exception est adoptée aujourd'hui, où que ce soit dans le monde, notez-la — l'histoire suggère à quoi de telles lois servent ensuite.

La non-coopération, interrompue à Chauri Chaura

En 1920, le Mahatma Gandhi lança le Mouvement de non-coopération. Il fut interrompu en 1922 après l'incident violent de Chauri Chaura, où une foule de manifestants mit le feu à un poste de police, tuant 22 policiers.

C'est le moment qui définit la politique gandhienne : un dirigeant prêt à interrompre un mouvement à l'échelle nationale parce que ses méthodes trahissaient ses principes. Le calcul paraît absurde — 22 policiers morts contre une lutte tout entière suspendue — mais pour Gandhi, les moyens étaient le mouvement. L'arrêt lui coûta sa popularité et coûta à la lutte son élan, pourtant il établissait que la politique de masse sous sa direction avait une limite éthique infranchissable. Les mouvements qui abandonnent leurs propres règles tendent à devenir ce qu'ils combattent.

À essayer: Fixez une règle non négociable pour un projet que vous dirigez, et respectez-la même quand la transgresser serait commode.

Salt at Dandi, Quit India, Freedom and Partition

In 1930, Gandhiji marched from Sabarmati to Dandi (240 miles) to make salt, breaking the salt law. In 1942, Mahatma Gandhi launched the Quit India Movement, telling the British to quit India, and this was followed by the arrest of major leaders of the Congress. India became independent on 15 August 1947, and the country was divided into India and Pakistan, and this partition led to the displacement of millions of people and the death of many. The Constituent Assembly was set up to frame the Constitution of India, and the Constitution was adopted on 26 November 1949 and came into force on 26 January 1950. Sardar Patel played a key role in integrating the princely states into the Indian Union, and the state of Hyderabad was integrated through a police action in 1948. The government set up the Planning Commission in 1950 to plan the country's economic development, and the First Five Year Plan was launched in 1951.

The endgame compresses triumph and tragedy into a single season. The Salt March turned an everyday commodity into a weapon of civil disobedience anyone could copy; Quit India made the demand unconditional. But 1947 delivered freedom alongside partition's displacement and death on a massive scale. What follows is strikingly constructive: a Constitution adopted within two years, princely states integrated - Hyderabad by force in 1948 - and then planning, with the Planning Commission in 1950 and the First Five Year Plan in 1951. The republic began building before the wounds had closed.

À essayer: Choose one small, legal, everyday act of civic participation this week - the salt of your own time.

Les meilleures citations

- "une classe de personnes, indiennes de sang et de couleur, mais anglaises de goût, d'opinions, de mœurs et d'intellect." - Thomas Macaulay

- "Gulamgiri" - Jyotirao Phule

- "protection" - Lord Wellesley
- "Réservé" - Le gouvernement britannique

Limites

Écrit comme un manuel scolaire, il comprime des événements immenses en chapitres courts, si bien que les motifs, les débats et les variations régionales s'aplatissent. Ses figures de l'époque coloniale - Mill, Macaulay, Curzon, Dyer - apparaissent surtout comme des méchants, ce qui est historiquement défendable mais laisse peu de place à la complexité. Le mouvement national est raconté en grande partie à travers de grands leaders et des événements spectaculaires ; les participants ordinaires, les femmes au-delà de quelques figures nommées, et les échecs internes au mouvement reçoivent un espace limité. Les chapitres post-indépendance effleurent la planification et l'intégration sans explorer les coûts ni les alternatives. Utilisez-le comme un squelette, puis lisez des récits plus approfondis.

En une phrase

La charte d'une compagnie de commerce est devenue un empire, l'empire a provoqué cent rébellions, et les rébellions - menées par des cipayes, des paysans, des tribus et des réformateurs - ont abouti à une Inde libre qui a dû écrire ses propres règles.

Pour qui

Les étudiants qui préparent des examens, et les adultes qui veulent le récit standard de la marche de l'Inde du commerce de la Compagnie à l'indépendance. Précieux aussi pour quiconque s'interroge sur la façon dont un manuel scolaire lui-même cadre - et critique - l'histoire coloniale.